



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 9 au 13 mars 2026

Faits saillants

- Révision à la hausse de la croissance japonaise au T4 2025, et première hausse des salaires réels en 13 mois.
- Forte dépréciation du yen dans un contexte de hausse des prix du pétrole.
- Enquêtes de l'administration américaine sur 16 pays dont le Japon et la Corée du Sud au titre de la section 301 du *Trade Act*
- L'assemblée nationale coréenne adopte la loi spéciale encadrant les 350 Mds USD d'investissements aux États-Unis

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 13/03	Var. vs. 06/03
USD/JPY	159,4	+1 %
USD/KRW	1 497	+2 %
Nikkei 225	53 820 pts	-3,2 %
KOSPI	5 487 pts	-1,8 %
JGB 10 ans	2,260%	+9,6 pbs
KTB 10 ans	3,680%	+6,4 pbs

Japon

Macroéconomie

Croissance T4 2025 | Le PIB japonais a été révisé à la hausse au 4^{ème} trimestre 2025, à +0,3 % en glissement trimestriel (contre +0,1 % dans l'estimation initiale), soit +1,3 % en rythme annualisé, légèrement au-dessus des attentes du marché. Cette révision reflète principalement la reprise de l'investissement des entreprises (+1,3 % sur le trimestre), tandis que la consommation privée a progressé de +0,3 %. La croissance a ainsi été entièrement portée par la demande domestique, la contribution du commerce extérieur étant restée nulle. Après une contraction enregistrée au 3^{ème} trimestre, ces données confirment un redressement modéré de l'activité, même si les perspectives restent très incertaines dans un contexte de hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient.

Pouvoir d'achat | Selon des données publiées par le gouvernement en début de semaine, les salaires réels au Japon ont crû en janvier 2026 pour la première fois en 13 mois, progressant de +1,4 % sur un an, grâce à un ralentissement temporaire de l'inflation et à la poursuite des hausses de salaires. Les salaires nominaux ont augmenté de +3 %, tandis que le salaire de base a enregistré sa plus forte hausse depuis plus de trente ans. Les perspectives sont toutefois

assombries par la hausse des prix de l'énergie, qui pourrait raviver les pressions inflationnistes. Pour en limiter l'impact sur le pouvoir d'achat, le gouvernement envisage plusieurs mesures, notamment de potentielles subventions sur les carburants (essence, diesel, fioul, kérosène) financées par un fonds, déjà existant, de 280 Mds JPY (1,5 Md EUR), sans allocation budgétaire supplémentaire à ce stade d'après la Première ministre. Si la hausse des prix de l'énergie venait à se prolonger, l'exécutif pourrait également recourir aux crédits de réserve pour imprévus, qui atteignent encore environ 860 Mds JPY (soit environ 5 Mds EUR) pour l'exercice 2025.

Tensions commerciales Etats-Unis | Début mars, le ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie R. Akazawa a demandé à l'administration américaine de ne pas relever les droits de douane sur les importations japonaises, à l'aune de la visite de la Première ministre S. Takaichi à la Maison Blanche le 19 mars prochain. Les autorités japonaises entendent préserver les conditions de l'accord commercial conclu en juillet 2025, qui prévoit entre autres 550 Mds USD d'investissements japonais aux États-Unis d'ici 2029 en contrepartie d'un cadre tarifaire stabilisé. Or, le 11 mars, l'administration américaine a annoncé l'ouverture d'enquêtes commerciales au titre de la Section 301 du *Trade Act* de 1974 visant 16 partenaires commerciaux, dont le Japon, la Corée du Sud, la Chine et l'Union européenne, afin d'examiner d'éventuelles pratiques jugées déloyales liées aux surcapacités industrielles et aux excédents commerciaux vis-à-vis des États-Unis. S'agissant du Japon, l'enquête américaine cible en particulier le secteur automobile (y compris pièces automobiles) et les instruments de précision. Ces investigations pourraient déboucher sur de nouveaux droits de douane et s'inscrivent dans la volonté de l'administration américaine de remplacer les tarifs récemment invalidés par la Cour suprême par un dispositif tarifaire pays par pays, alors qu'une surtaxe temporaire de 10 % sur les importations est actuellement en vigueur pour 150 jours.

Secteur financier

Marchés | Les marchés sont restés très volatils cette semaine, dans un contexte de tensions persistantes au Moyen-Orient et de forte hausse des prix du pétrole, le Brent repassant au-dessus de 100 USD/baril. Après une chute historique lundi, le *Nikkei 225* tombant autour de 51 000 pts (chute de plus de -7 % en séance) et le *Topix* à environ 3 500 pts, les indices boursiers ont brièvement rebondi en milieu de semaine avant de repartir à la baisse le 12 mars. Le *Nikkei* évolue désormais autour de 54 000 points (contre près de 58 000 fin février) et le *Topix* autour de 3 700 points (contre 4 000 fin février). La nervosité des marchés s'explique notamment par le retour du Brent au-dessus de 100 USD/baril le 12 mars, suite aux attaques contre des pétroliers dans les eaux irakiennes, ravivant les craintes de perturbations de l'approvisionnement énergétique. Sur le marché des changes, le yen s'est de nouveau déprécié pour atteindre 159,6 JPY/USD en fin de semaine, son plus haut niveau depuis juillet 2024, après avoir évolué autour de 156 JPY/USD ces dernières semaines. Le mouvement s'inscrit dans un renforcement global du dollar et dans les inquiétudes liées à la hausse des prix de l'énergie, même si les marchés restent attentifs à une éventuelle réaction des autorités à l'approche du seuil de 160 JPY/USD.

Secteurs non financiers

Iran – Énergie | En anticipation d'éventuelles hausses des prix à la pompe, jugées très probables dans le contexte du conflit en Iran et des restrictions affectant le détroit d'Ormuz, la Première ministre Sanae Takaichi a annoncé la libération progressive de stocks stratégiques de pétrole brut à partir dès le 16 mars (45 jours de réserves sur les 254 jours actuellement disponibles). En parallèle, une subvention visant à atténuer l'impact de la hausse des prix des carburants sera mise en place à compter du 19 mars. Cette décision intervient alors qu'ENEOS, principal

raffineur et distributeur de pétrole au Japon, a annoncé une hausse de 26 yens par litre (+16 %) de son prix de gros pour la période allant du 12 au 18 mars sans hausse significative du prix de détail qui se maintient autour de 161 yens/litre (+2 %). La subvention annoncée par la Première ministre serait versée directement aux distributeurs (tels qu'ENEOS ou Idemitsu) pour lisser leurs prix de gros et éviter des répercussions sur les consommateurs. L'objectif du gouvernement à travers ces deux mesures est d'éviter que les prix à la pompe ne dépassent le seuil de 170 yens par litre. Par son ampleur, cette intervention, qui constitue une première depuis la crise pétrolière de 1978, vise à protéger l'économie japonaise d'une forte hausse des prix de l'énergie. La libération des stocks devrait représenter environ 20 % des réserves mobilisables, dont 15 jours issus des stocks privés, via un abaissement des seuils réglementaires de stocks obligatoires, et 30 jours provenant des réserves publiques. La déclaration de la Première ministre est intervenue avant la décision des pays de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) de débloquer un tiers de leurs réserves stratégiques de pétrole.

Semi-conducteurs | Le gouvernement a annoncé cette semaine un objectif de 40 000 Mds JPY (253,5 Mds USD) de ventes de semi-conducteurs domestiques d'ici 2040, afin de tirer profit de l'essor de l'intelligence artificielle et des centres de données. Cette stratégie, présentée récemment par le *Council for Japan's Growth Strategy*, s'inscrit dans un plan d'investissement public-privé à long terme. Les ventes nationales, estimées à 5 000 Mds JPY en 2020, devraient ainsi fortement progresser. Le gouvernement ambitionne également de capter plus de 30 % du marché mondial de l'IA physique, un niveau comparable aux États-Unis et à la Chine. Le plan prévoit le développement de pôles de R&D, le soutien aux infrastructures industrielles et des réformes réglementaires pour faciliter l'implantation d'usines et de centres de données. Cette politique prolonge les investissements engagés depuis 2021 pour renforcer la filière des semi-conducteurs et de l'IA, à l'instar du projet *Rapidus*.

Corée du Sud

Macroéconomie

Stabilisation du marché | Le Président LEE Jae-myung s'est réuni avec ses ministres à plusieurs reprises cette semaine pour établir un éventail de mesures visant à soutenir les marchés dans le contexte de la crise au Moyen-Orient. Afin de réduire la volatilité des prix et préserver l'économie réelle d'une montée des prix de l'énergie, les autorités sont parvenues à sécuriser 6 M de barils importés des Émirats arabes unis. Elles prévoient en outre une extension des subventions sur le diesel pour les camions, les bus et les taxis et envisagent une baisse des taxes sur les carburants avec un soutien ciblé sur les ménages à bas revenus et les secteurs les plus vulnérables, tels que le fret, les services de livraison et l'agriculture. En parallèle, la Corée participe à l'action coordonnée de l'AIE et libérera 22,46 millions de barils de sa réserve stratégique. Enfin, un plafonnement des prix de gros des carburants à 1 800 KRW le litre a été appliqué et une réglementation destinée à limiter la spéculation et la rétention de produits pétroliers est envisagée. Pour stabiliser les marchés financiers et la confiance des investisseurs, la Banque de Corée a procédé aux achats de 3 000 Mds KRW (2 Mds USD) d'obligations d'État. Le gouvernement devrait également accroître le fonds de stabilisation du marché (actuellement de 68 Mds USD) et voter un budget supplémentaire pour l'année. Alors que l'indice boursier KOSPI a regagné près de +9 % par rapport au point le plus bas du 4 mars (en-deçà de son pic du 26 février, à 6 307 points), les pressions sur le won demeurent importantes, le taux de change évoluant toujours autour de 1 480 KRW/USD.

Secteur financier

Investissement aux États-Unis | L'Assemblée nationale a voté une loi spéciale encadrant les 350 Mds USD d'investissements aux États-Unis conformément au cadre de l'accord commercial conclu entre Séoul et Washington en novembre dernier. Elle prévoit la création de la *Korea-U.S. Strategic Investment Corp.* qui supervisera les projets d'investissement afin de favoriser la transparence et la rationalité commerciale des projets. Le projet de loi, déposé dès novembre 2025, avait permis d'abaisser les droits de douane de 25 % à 15 % avec effet rétroactif, et a réuni cette semaine un accord bipartisan après que Trump a menacé de les remonter à 25 % si le processus législatif se prolongeait davantage. Les investissements se déclinèrent en 150 Mds USD pour la construction navale et 200 Mds USD pour des secteurs liés à la sécurité nationale des deux pays. Selon la presse, les premiers investissements pourraient concerner les minerais critiques et le nucléaire.

Secteurs non-financiers

Nucléaire | La banque d'import-export de Corée (KEXIM), la *Korea Hydro and Nuclear Power* (KHNP) et la *Manila Electric Company* (Meralco) ont signé un mémorandum d'entente tripartite pour soutenir le développement de l'énergie nucléaire aux Philippines. La banque publique coréenne participerait au financement des projets nucléaires menés conjointement par l'entreprise privée philippine et la KHNP. À l'occasion de la visite du président LEE Jae-myung aux Philippines, les dirigeants respectifs de Meralco et KHNP, ainsi que le ministre du commerce, de l'industrie et des ressources coréen et la secrétaire au département du commerce et de l'industrie philippin ont en effet exprimé leur volonté d'étendre la présence des entreprises coréennes du nucléaire en Asie du Sud-Est et de développer l'écosystème philippin de l'énergie nucléaire. La KEXIM a déjà participé au financement d'autres projets d'infrastructures énergétiques aux Philippines, dont deux centrales électriques à Ilijan et Cebu.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtrésor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.